

DÉPÔT	DATE	NUMÉRO
ENREGISTREMENT	28/05/2015	2015-7424
	05/06/2015	127223/CO/300

**ARRÊTÉ ROYAL**

**MONITEUR BELGE**

#### CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 43 QUATER DECIES

---

Séance du mardi 26 mai 2015

---

Convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n°s 43 bis du 16 mai 1989, 43 ter du 19 décembre 1989, 43 quater du 26 mars 1991, 43 quinquies du 13 juillet 1993, 43 sexies du 5 octobre 1993, 43 septies du 2 juillet 1996, 43 octies du 23 novembre 1998, 43 nonies du 30 mars 2007, 43 decies du 20 décembre 2007, 43 undecies du 10 octobre 2008, 43 duodecies du 28 mars 2013 et 43 terdecies du 28 mars 2013

---

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 43 QUATER DECIES DU 26 MAI 2015 MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 43 DU 2 MAI 1988 PORTANT MODIFICATION ET COORDINATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL N° 21 DU 15 MAI 1975 ET N° 23 DU 25 JUILLET 1975 RELATIVES À LA GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM MENSUEL MOYEN, TELLE QUE MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE PAR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL N°S 43 BIS DU 16 MAI 1989, 43 TER DU 19 DÉCEMBRE 1989, 43 QUATER DU 26 MARS 1991, 43 QUINQUIES DU 13 JUILLET 1993, 43 SEXIES DU 5 OCTOBRE 1993, 43 SEPTIES DU 2 JUILLET 1996, 43 OCTIES DU 23 NOVEMBRE 1998, 43 NONIES DU 30 MARS 2007, 43 DECIES DU 20 DÉCEMBRE 2007, 43 UNDECIES DU 10 OCTOBRE 2008, 43 DUODECIES DU 28 MARS 2013 ET 43 TERDECIES DU 28 MARS 2013**

---

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu les conventions collectives de travail n°21 du 15 mai 1975, enregistrée le 9 juin 1975, sous le numéro 3324, et n°23 du 25 juillet 1975, enregistrée le 31 juillet 1975, sous le numéro 3446, relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen ;

Vu la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, enregistrée le 16 mai 1988, sous le numéro 20666, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n°s 43 bis du 16 mai 1989, enregistrée le 25 mai 1989, sous le numéro 23350, 43 ter du 19 décembre 1989, enregistrée le 29 décembre 1989, sous le numéro 24679, 43 quater du 26 mars 1991, enregistrée le 11 avril 1991, sous le numéro 26806, 43 quinquies du 13 juillet 1993, enregistrée le 26 juillet 1993, sous le numéro 33206, 43 sexies du 5 octobre 1993, enregistrée le 12 octobre 1993 sous le numéro 33.902, 43 septies du 2 juillet 1996, enregistrée le 3 juillet 1996, sous le numéro 42146, 43 octies du 23 novembre 1998, enregistrée le 11 décembre 1998, sous le numéro 49605, 43 nonies du 30 mars 2007, enregistrée le 13 avril 2007, sous le numéro 82500, 43 decies du 20 décembre 2007, enregistrée le 8 janvier 2008, sous le numéro 86251, 43 undecies du 10 octobre 2008, enregistrée le 6 novembre 2008, sous le numéro 89461, 43 duodecies du 28 mars 2013, enregistrée le 10 avril 2013, sous le numéro 114500, et 43 terdecies du 28 mars 2013 enregistrée le 10 avril 2013, sous le numéro 114501;

Considérant la nécessité, pour une application de la réglementation dans des conditions optimales de sécurité juridique, de modifier et d'actualiser, dans un souci de lisibilité, certaines dispositions de la convention collective de travail n° 43 précitée ;

Considérant, dans cette optique, l'utilité d'abroger les conventions collectives de travail n°s 21 et 23 portant le même objet que la présente convention et dont le dispositif a été entièrement intégré dans la convention n°43 initiale, lors de sa signature en 1988 ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 26 mai 2015, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

### **Article 1er**

L'intitulé de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 est remplacé par l'intitulé suivant : "convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen".

### Commentaire

Etant donné la présente opération d'actualisation, la suppression des références aux conventions n°s 21 et 23 dans l'intitulé de la convention collective de travail n° 43 se justifie étant donné l'abrogation desdites conventions dont le dispositif a été entièrement intégré dans la convention n° 43 lors de sa signature en 1988.

### **Article 2**

L'article 10 de la même convention est remplacé par la disposition suivante :

#### "Article 10

Dans les conventions collectives de travail sectorielles et/ou d'entreprise relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, les références aux conventions collectives de travail n°21 du 15 mai 1975 et n°23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen doivent être lues comme faisant référence à la présente convention."

### **Article 3**

Sont abrogées à la date à laquelle la présente convention entre en vigueur :

- 1° la convention collective de travail n° 21 du 15 mai 1975 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, enregistrée le 9 juin 1975, sous le numéro 3324 ;
- 2° la convention collective de travail n° 23 du 25 juillet 1975 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, enregistrée le 31 juillet 1975, sous le numéro 3446.

### Commentaire

Etant donné la présente opération d'actualisation, il est utile, dans un souci de lisibilité, d'abroger les conventions collectives de travail n°s 21 et 23 portant le même objet que la présente convention et dont le dispositif a été entièrement intégré dans la présente convention lors de sa signature en 1988.

### Article 4

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention collective de travail a la même durée de validité et peut être révisée ou dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénoncation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt-six mai deux mille quinze.

X                  X                  X

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

**MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL  
N° 43 DU 2 MAI 1988 PORTANT MODIFICATION ET COORDINATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL N° 21 DU 15 MAI 1975 ET N° 23 DU 25 JUILLET 1975 RELATIVES À LA GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM MENSUEL MOYEN, TELLE QUE MODIFIÉE ET COMPLÉTÉE PAR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL N°S 43 BIS DU 16 MAI 1989, 43 TER DU 19 DÉCEMBRE 1989, 43 QUATER DU 26 MARS 1991, 43 QUINQUIES DU 13 JUILLET 1993, 43 SEXIES DU 5 OCTOBRE 1993, 43 SEPTIES DU 2 JUILLET 1996, 43 OCTIES DU 23 NOVEMBRE 1998, 43 NONIES DU 30 MARS 2007, 43 DECIES DU 20 DÉCEMBRE 2007, 43 UNDECIES DU 10 OCTOBRE 2008, 43 DUODECIES DU 28 MARS 2013 ET 43 TERDECIES DU 28 MARS 2013**

---

Le 26 mai 2015, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail n° 43 quater decies modifiant la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n°s 43 bis du 16 mai 1989, 43 ter du 19 décembre 1989, 43 quater du 26 mars 1991, 43 quinquies du 13 juillet 1993, 43 sexies du 5 octobre 1993, 43 septies du 2 juillet 1996, 43 octies du 23 novembre 1998, 43 nonies du 30 mars 2007, 43 decies du 20 décembre 2007, 43 undecies du 10 octobre 2008, 43 duodecies du 28 mars 2013 et 43 terdecies du 28 mars 2013.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont également jugé nécessaire de compléter le commentaire de la convention collective de travail n°43 comme suit :

**En ce qui concerne l'article 1er de la convention collective de travail n°43**

Le troisième alinéa du point a) du commentaire relatif à l'article 1er est supprimé.

Le deuxième alinéa du point c) du commentaire relatif à l'article 1er est remplacé par la disposition suivante : "Ne sont exclus du bénéfice de la présente convention que les jeunes inscrits dans un système de formation en alternance basé sur un contrat autre qu'un contrat de travail."

**En ce qui concerne l'article 4 de la convention collective de travail n°43**

Au premier alinéa du commentaire de l'article 4, les mots " A l'instar des conventions collectives de travail n°s 21 et 23" sont supprimés.

**En ce qui concerne l'article 7 de la convention collective de travail n°43**

La deuxième phrase du premier alinéa du commentaire relatif à l'article 7 ainsi que le deuxième alinéa du même commentaire sont supprimés.

**En ce qui concerne l'article 8 de la convention collective de travail n°43**

Le dernier alinéa du commentaire relatif à l'article 8 est supprimé.

-----



	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	28/05/2015	2015-7424
REGISTRATIE	05/06/2015	127223/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

#### COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 43 QUATER DECIES

Zitting van dinsdag 26 mei 2015

Collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43 bis van 16 mei 1989, nr. 43 ter van 19 december 1989, nr. 43 quater van 26 maart 1991, nr. 43 quinquies van 13 juli 1993, nr. 43 sexies van 5 oktober 1993, nr. 43 septies van 2 juli 1996, nr. 43 octies van 23 november 1998, nr. 43 nonies van 30 maart 2007, nr. 43 decies van 20 december 2007, nr. 43 undecies van 10 oktober 2008, nr. 43 duodecies van 28 maart 2013 en nr. 43 terdecies van 28 maart 2013

X X X

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 43 QUATER DECIES VAN 26 MEI 2015 TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 43 VAN 2 MEI 1988 HOUDENDE WIJZIGING EN COÖORDINATIE VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDS-OVEREENKOMSTEN NR. 21 VAN 15 MEI 1975 EN NR. 23 VAN 25 JULI 1975 BETREF-FENDE DE WAARBORG VAN EEN GEMIDDELD MINIMUMMAANDINKOMEN, GEWIJ-ZIGD EN AANGEVULD DOOR DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN NR. 43 BIS VAN 16 MEI 1989, NR. 43 TER VAN 19 DECEMBER 1989, NR. 43 QUATER VAN 26 MAART 1991, NR. 43 QUINQUIES VAN 13 JULI 1993, NR. 43 SEXIES VAN 5 OKTOBER 1993, NR. 43 SEPTIES VAN 2 JULI 1996, NR. 43 OCTIES VAN 23 NOVEMBER 1998, NR. 43 NONIES VAN 30 MAART 2007, NR. 43 DECIES VAN 20 DECEMBER 2007, NR. 43 UNDECIES VAN 10 OKTOBER 2008, NR. 43 DUODECIES VAN 28 MAART 2013 EN NR. 43 TERDECIES VAN 28 MAART 2013**

---

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975, geregistreerd op 9 juni 1975 onder het nummer 3324, en nr. 23 van 25 juli 1975, geregistreerd op 31 juli 1975 onder het nummer 3446, betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, geregistreerd op 16 mei 1988 onder het nummer 20666, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43 bis van 16 mei 1989, geregistreerd op 25 mei 1989 onder het nummer 23350, nr. 43 ter van 19 december 1989, geregistreerd op 29 december 1989 onder het nummer 24679, nr. 43 quater van 26 maart 1991, geregistreerd op 11 april 1991 onder het nummer 26806, nr. 43 quinquies van 13 juli 1993, geregistreerd op 26 juli 1993 onder het nummer 33206, nr. 43 sexies van 5 oktober 1993, geregistreerd op 12 oktober 1993 onder het nummer 33902, nr. 43 septies van 2 juli 1996, geregistreerd op 3 juli 1996 onder het nummer 42146, nr. 43 octies van 23 november 1998, geregistreerd op 11 december 1998 onder het nummer 49605, nr. 43 nonies van 30 maart 2007, geregistreerd op 13 april 2007 onder het nummer 82500, nr. 43 decies van 20 december 2007, geregistreerd op 8 januari 2008 onder het nummer 86251, nr. 43 undecies van 10 oktober 2008, geregistreerd op 6 november 2008 onder het nummer 89461, nr. 43 duodecies van 28 maart 2013, geregistreerd op 10 april 2013 onder het nummer 114500, en nr. 43 terdecies van 28 maart 2013, geregistreerd op 10 april 2013 onder het nummer 114501;

Overwegende dat het voor een optimale rechtszekere toepassing van de regelgeving noodzakelijk is dat sommige bepalingen van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 ter wille van de leesbaarheid worden gewijzigd en geactualiseerd;

Overwegende dat een opheffing nuttig is van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 en nr. 23 die hetzelfde onderwerp als deze overeenkomst hebben en waarvan de inhoud volledig werd geïntegreerd in de oorspronkelijke collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 op het ogenblik dat ze in 1988 werd ondertekend;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 26 mei 2015 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

## **Artikel 1**

Het opschrift van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 wordt vervangen als volgt: "collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen".

### Commentaar

In het licht van de onderhavige actualiseringsoperatie is het gerechtvaardigd dat de verwijzingen naar de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 en nr. 23 in het opschrift van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 worden geschrapt, gezien de opheffing van die collectieve arbeidsovereenkomsten, waarvan de inhoud volledig werd geïntegreerd in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 op het ogenblik dat ze in 1988 werd ondertekend.

### Artikel 2

Artikel 10 van dezelfde overeenkomst wordt vervangen als volgt:

#### "Artikel 10

In de op sector- en/of ondernemingsniveau gesloten collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen moeten de verwijzingen naar de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen worden geacht te verwijzen naar deze overeenkomst."

### Artikel 3

Op de datum dat deze overeenkomst in werking treedt, worden opgeheven:

- 1° de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 21 van 15 mei 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, geregistreerd op 9 juni 1975 onder het nummer 3324;
- 2° de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, geregistreerd op 31 juli 1975 onder het nummer 3446.

Commentaar

In het licht van de onderhavige actualiseringsoperatie is het ter wille van de leesbaarheid nuttig dat de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 en nr. 23, die hetzelfde onderwerp als deze overeenkomst hebben en waarvan de inhoud volledig werd geïntegreerd in deze overeenkomst op het ogenblik dat ze in 1988 werd ondertekend, worden opgeheven.

Artikel 4

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd.

Deze overeenkomst heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden herzien of opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigt.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op zesentwintig mei tweeduizend vijftien.

X                    X                    X

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 43 VAN 2 MEI 1988 HOUDENDE WIJZIGING EN COÖORDINATIE VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN NR. 21 VAN 15 MEI 1975 EN NR. 23 VAN 25 JULI 1975 BETREFFENDE DE WAARBORG VAN EEN GEMIDDELD MINIMUMMAANDINKOMEN, GEWIJZIGD EN AANGEVULD DOOR DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN NR. 43 BIS VAN 16 MEI 1989, NR. 43 TER VAN 19 DECEMBER 1989, NR. 43 QUATER VAN 26 MAART 1991, NR. 43 QUINQUIES VAN 13 JULI 1993, NR. 43 SEXIES VAN 5 OKTOBER 1993, NR. 43 SEPTIES VAN 2 JULI 1996, NR. 43 OCTIES VAN 23 NOVEMBER 1998, NR. 43 NONIES VAN 30 MAART 2007, NR. 43 DECIES VAN 20 DECEMBER 2007, NR. 43 UNDECIES VAN 10 OKTOBER 2008, NR. 43 DUODECIES VAN 28 MAART 2013 EN NR. 43 TERDECIES VAN 28 MAART 2013**

---

Op 26 mei 2015 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 quater decies gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coöordinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43 bis van 16 mei 1989, nr. 43 ter van 19 december 1989, nr. 43 quater van 26 maart 1991, nr. 43 quinquies van 13 juli 1993, nr. 43 sexies van 5 oktober 1993, nr. 43 septies van 2 juli 1996, nr. 43 octies van 23 november 1998, nr. 43 nonies van 30 maart 2007, nr. 43 decies van 20 december 2007, nr. 43 undecies van 10 oktober 2008, nr. 43 duodecies van 28 maart 2013 en nr. 43 terdecies van 28 maart 2013.

De werkgevers- en werknemersorganisaties hebben het ook nodig geacht de commentaar bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 te wijzigen als volgt:

#### **Wat artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 betreft**

Het derde lid van punt a. van de commentaar bij artikel 1 wordt geschrapt.

Het tweede lid van punt c. van de commentaar bij artikel 1 wordt vervangen als volgt: "Alleen de jongeren die zijn ingeschreven in een stelsel van alternerende opleiding op basis van een andere overeenkomst dan een arbeidsovereenkomst zijn uitgesloten van de toepassing van deze overeenkomst."

#### **Wat artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 betreft**

In het eerste lid van de commentaar bij artikel 4 worden de woorden "Zoals de collectieve arbeidsovereenkomsten nrs. 21 en 23" geschrapt.

cao nr. 43 quater decies

**Wat artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 betreft**

De tweede zin van het eerste lid van de commentaar bij artikel 7 en het tweede lid van dezelfde commentaar worden geschrapt.

**Wat artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 betreft**

Het laatste lid van de commentaar bij artikel 8 wordt geschrapt.

-----